



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Communiqué de presse

Bagnolet, le 3 juin 2024

Élections européennes : une échéance cruciale pour l'orientation des politiques agricoles et commerciales européennes

La Confédération paysanne est pleinement engagée à tous les échelons décisionnels, du niveau local jusqu'aux instances internationales. Membre d'ECVC et de la Via Campesina, nous agissons au quotidien auprès des décideurs politiques européens et internationaux pour l'agriculture paysanne et la défense des droits paysans.

L'élection des parlementaires européens représente un enjeu fort pour notre secteur, tant l'agriculture est régie par de nombreuses décisions prises à l'échelon de l'Union européenne. En effet, de nombreuses décisions concernant l'agriculture sont prises à l'échelle de l'Union européenne. Les arbitrages sur la PAC et sa récente révision ou encore les reculs pour la transition agroécologique en sont de parfaits exemples.

Nous portons un projet agricole et de société basé sur la solidarité, l'ouverture à l'autre et le partage des communs. Il a pour objectif de protéger le revenu paysan et nos droits sociaux, d'installer des paysannes et paysans nombreux dans des campagnes vivantes et de relocaliser l'alimentation de qualité afin de la rendre accessible à toutes et tous.

Pour la nouvelle mandature, nous attendons **un projet politique de rupture avec le système économique néolibéral actuel** pour prioriser la justice sociale et environnementale, le droit au revenu paysan et l'intérêt général face aux intérêts des firmes multinationales, de la finance et des tenants du commerce dérégulé.

Nous avons donc interpellé les candidat-es sur les thématiques suivantes :

- Réguler les marchés agricoles : établissement de prix rémunérateurs garantis, outils de prévention de crises et de gestion de l'offre dans la PAC (tunnel de prix, stockage public...), sortie des accords de libre-échange et de l'OMC, interdiction de la spéculation alimentaire...
- Soutenir le revenu, l'emploi paysan et la transition agroécologique : passage à des aides à l'actif dans la PAC et non plus à la surface, abandon de l'approche de compensation et d'échanges de quota d'émissions de carbone, réorientation de la PAC...
- Déployer une politique foncière favorable à l'agriculture à taille humaine : régulation du marché foncier, lutte contre la concentration foncière, droits de préemption pour les jeunes et l'agroécologie paysanne...
- Préserver les droits des paysan-nes sur les semences : opposition à la déréglementation des nouveaux OGM, garantir la non-brevetabilité du vivant, les droits aux échanges de semences et le soutien à la sélection paysanne.
- Favoriser l'élevage paysan sur les territoires : maillage d'abattoirs de proximité, création d'abattoirs locaux et mobiles, stopper les fermes-usines, accompagner la transition pour un élevage basé sur le lien au sol mettant en adéquation taille des cheptels et ressources locales disponibles.
- Améliorer l'accès aux services publics et freiner l'isolement. Les territoires ruraux doivent offrir les mêmes opportunités d'avenir que les autres territoires.



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

La déclaration universelle sur les droits des paysan·nes et autres travailleurs·euses en zones rurales (UNDROP) doit guider toutes les politiques de l'UE pour garantir le respect des travailleurs agricoles ruraux et migrants en Europe et au-delà. Plutôt que l'ultralibéralisme et le repli sur soi, nous appelons les candidats et futurs parlementaires à faire converger l'intérêt général avec l'intérêt des paysan·nes.

Nous appelons les agricultrices et agriculteurs à exercer pleinement leur droit de citoyen·nes européen·nes. À s'exprimer pour le projet qui leur semble offrir un avenir plus serein pour notre agriculture et pour nos territoires ruraux. À s'exprimer pour sortir d'un système économique injuste, inféodé aux marchés financiers. À s'exprimer pour une Europe de coopération et non une Europe bâtie sur le dogme de la compétition et le moins-disant social et environnemental ! À s'exprimer pour abandonner le renforcement des politiques sécuritaires, ferments de désunion, qui fragilisent la paix au sein de l'Union européenne et dans le monde.

Contacts presse :

- Laurence Marandola, porte-parole nationale : 06 31 66 10 83
- Véronique Marchesseau, secrétaire général : 06 98 53 76 46
- Caroline Nugues, chargée de communication : 06 95 29 80 78